

La condamnation récente du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, signale que le régime de Recep Erdoğan est à bout de souffle. Le président actuel et son parti l'AKP, au pouvoir depuis vingt ans, feront tout pour ne pas voir leur pouvoir menacé.

Ekrem İmamoğlu, du parti d'opposition CHP, a été condamné à 2 ans et 7 mois de prison assorti d'interdiction d'activité politique pour une raison totalement artificielle (« insulte à agent public ») le 14 décembre 2022. Il s'agit d'une décision initiée par le régime, le système judiciaire turc n'ayant plus aucune autonomie n'est plus qu'un décorum de l'arbitraire d'État. La décision faisant l'objet d'un appel, elle n'est pas mise à exécution. Cela intervient alors que les élections générales (présidentielle et parlementaire) se tiendront en même temps dans environ 6 mois et qu'Ekrem İmamoğlu est un adversaire potentiel du président Recep Erdoğan au scrutin présidentiel.

Dès la suspension de séance du tribunal, sans attendre le verdict, Ekrem İmamoğlu a appelé à un meeting d'urgence à Saraçhane, un haut lieu des rassemblements d'Istanbul. Ce meeting se poursuit le 15 décembre avec une participation massive de la population avec le maire d'Istanbul et les dirigeants du « partenariat des 6 » (*Altılı Masa*^[1]).

Ce « partenariat des 6 » est composé principalement du CHP (Centre gauche assez nationaliste, principal parti d'opposition et dont İmamoğlu est membre), İyi Parti (Bon Parti, ex-fasciste en opposition au régime), *Saadet* (Parti de la Félicité, conservateur musulman opposé au régime), 2 petites scissions de l'AKP (le Parti de l'Avenir et le Parti de la Démocratie et du Progrès) et un petit parti de droite (Parti Démocrate).

Il s'agit du principal regroupement politique opposé à la coalition au pouvoir composée de l'AKP de Recep Erdoğan, des ultranationalistes du MHP (Parti de l'Action Nationaliste) et du BBP (Parti de la Grande Union). Il ne s'agit rien de moins que du premier meeting de masse du « partenariat des 6 », ce qui illustre le caractère unificateur de l'opposition à cette condamnation arbitraire. Il faut également noter que les composantes de la troisième coalition « Liberté et Travail » regroupant principalement le HDP (mouvement national kurde et secteurs démocrates turcs) ainsi que des organisations de gauche radicale ont également dénoncé cette décision et appelé à soutenir Ekrem İmamoğlu.

Cette manœuvre est ainsi fondamentalement contre-productive pour R. Erdoğan : il agit comme un aiguillon de l'unification de son opposition avec une justification extrêmement faible. Il peut paraître étonnant qu'un dirigeant aussi expérimenté que R. Erdoğan, ayant à sa main le système judiciaire, puisse commettre une erreur dont les conséquences se manifestent quasi-immédiatement. Pourtant, cela n'est pas surprenant, le régime est ankylosé. L'AKP, naguère machine politique avec des cadres dirigeants ayant leur propre personnalité, efficace, profondément ancrée dans la société, n'est plus qu'une pyramide de relations clientélistes qui se confond avec un État corrompu main dans la main avec une pègre liée aux milieux ultranationalistes. En d'autres termes, R. Erdoğan ne dispose plus d'un instrument politique pour « sentir » la société mais du poids de l'inertie du clientélisme et du conservatisme rural.

Cette faillibilité s'est manifestée justement lors des dernières élections municipales où la courte victoire d'İmamoğlu fut annulée avec des prétextes fallacieux... La conséquence du second vote a été une victoire bien plus large d'İmamoğlu. Pour R. Erdoğan qui a accédé à une notoriété nationale en devenant maire d'Istanbul à la surprise générale en 1994 et qui avait dit « qui perd Istanbul perd la Turquie », la métropole est un sujet extrêmement sensible.

Aussi, la manœuvre de R. Erdoğan s'avère contre-productive parce qu'E. İmamoğlu a parfaitement joué le coup tel un combattant de judo retournant la puissance de l'adversaire contre lui. Il ne s'est pas rendu au tribunal pour y attendre une décision sur laquelle sa défense n'aurait eu aucun effet mais a appelé à une mobilisation de masse avant même que la condamnation soit prononcée. Cet appel reçut une réponse non seulement de dizaines de milliers d'Istanbulites transformant le meeting en événement de masse mais, surtout, des dirigeants du « partenariat des 6 », en particulier la présidente du Bon Parti, Meral Akşener, publiant immédiatement un message vidéo en annonçant rejoindre E. İmamoğlu depuis Ankara.

Au même moment, le président du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, candidat à la candidature pour concourir contre R. Erdoğan, qui était encore en Allemagne à ce moment-là, fit preuve d'un incroyable amateurisme, une décision incompréhensible alors que la date du verdict du tribunal était connue de longue date. Cette impression ne fut pas dissipée le lendemain, quand rentré en catastrophe de Berlin, il expliqua son voyage en Allemagne à cette date par le fait qu'il ne croyait pas en la condamnation E. İmamoğlu, comme si le système judiciaire turc avait la moindre autonomie pour ce genre de question.

Le deuxième jour de rassemblement populaire à Saraçhane devint donc celui du premier meeting du « partenariat des 6 » devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes. E. İmamoğlu, dans son discours, s'adressa directement à la population, d'abord comme maire d'Istanbul puis en abordant des thèmes plus généraux, usant de formulations habiles telles que « *Si vous nous considérez pas les 85 millions de citoyens de la république de Turquie sur un pied d'égalité, vous ne devez pas diriger ce pays* ». Parler de « *citoyens de la république de Turquie* » plutôt que « *turcs* » en évoquant « *l'égalité* » dans le pays pouvait en effet se comprendre comme une référence implicite aux kurdes (nécessaires à une majorité contre R. Erdoğan) sans prendre le risque d'une formulation explicite et en assortissant cette référence de nombreuses références classiques à K. Atatürk et au nationalisme turc mainstream.

Il est à noter, d'ailleurs, que le mot d'ordre du meeting « *La nation défend sa volonté !* » (« *Millet, iradesine sahip çıkıyor* ») est traditionnellement issu de la droite mais a servi de référence commune à toutes les composantes. Durant tout le meeting, E. İmamoğlu a agi comme maître de cérémonie permettant l'unité en action du « partenariat des 6 », faisant particulièrement attention à manifester tout son respect aux présidents des partis présents, à commencer par celui de son propre parti, le CHP, K. Kılıçdaroğlu. Celui-ci prononça un discours assez schématique qui ne parvint pas à effacer l'effet désastreux de son amateurisme des dernières 24 heures.

L'autre personnalité importante du meeting, M. Akşener, manifesta très ostensiblement sa proximité avec E. İmamoğlu. Les autres leaders des petits partis de droite ont joué leur partition avec une petite surprise venue d'Ali Babacan, ancien ministre de l'économie de R. Erdoğan, décidé à occuper la position « libérale-démocrate » déclarant :

« (...) *Je refuse aussi l'injustice faite à M. Selahattin Demirtaş (Ndla ex-président et candidat présidentiel du HDP emprisonné arbitrairement), je refuse les tutelles imposées par le régime aux municipalités où il a perdu (Ndla l'essentiel des mairies gagnées par le HDP ont vu les élections municipales annulées, les maires élus emprisonnés et ont été mises sous tutelle par l'Etat pour la deuxième fois après les dernières élections locales) (...) Je veux l'égalité pour tous que vous soyez turcs ou kurdes, sunnites ou alevites (...)* ».

Son intervention n'en fut pas moins applaudie.

Quelles sont les conséquences de cette séquence ? L'opposition dans son ensemble en sort renforcée. En son sein, évidemment, le premier vainqueur est E. İmamoğlu, parce que désigné comme un ennemi par le régime, et donc champion potentiel de l'opposition, mais aussi parce qu'il a parfaitement retourné cette situation à son avantage en mettant en scène sa capacité de rassembler.

En réalité, les menaces légales sur E. İmamoğlu sont relativement faibles. Si l'appel confirme la décision en première instance, c'est le conseil métropolitain d'Istanbul où l'AKP est majoritaire qui choisirait le nouveau maire^[2]. Toutefois, la condamnation étant purement politique, elle ne serait valable que si l'AKP se maintient au pouvoir à l'échelle nationale.

La question principale tient donc dans les élections générales (présidentielle et parlementaire) qui se tiendront dans environ 6 mois. Le Haut Conseil Electoral, institution fantoche, a donné des précisions en cas de condamnation en appel : si la décision intervient avant le dépôt de la liste des candidats, celui-ci pourra être remplacé, et si la décision intervient après le dépôt des listes, l'élection se tiendra quand même, mais si le candidat condamné gagne, il ne pourra pas siéger comme président de la République et une nouvelle élection se tiendra.

Enfin si la décision intervient après qu'il ait commencé à siéger, il sera protégé par son immunité. En réalité, cette menace est très faible : il ne peut y avoir aucun doute que si E. İmamoğlu est candidat, qu'il gagne en ayant été condamné après le dépôt des candidatures, le candidat de l'opposition alors au scrutin renouvelé gagnera avec un écart plus important (l'exemple de l'élection municipale d'Istanbul en est l'illustration : l'annulation arbitraire de la courte victoire d'E. İmamoğlu et la tenue d'un nouveau scrutin a entraîné une bien plus large défaite du candidat de l'AKP).

Si E. İmamoğlu est candidat et qu'il est interdit de politique peu de temps avant le dépôt des candidatures, l'opposition aura très probablement un candidat en réserve pour cette éventualité qui bénéficiera de l'injustice de cette décision. Enfin, cette décision ne sera jamais confirmée en appel si le candidat de l'opposition devenait président de la République... Puisque les juges auront changé entre temps.

Parmi les autres actrices et acteurs du « partenariat des 6 », M. Akşener a également montré sa vivacité politique et s'est rendue incontournable en volant au secours d'une figure de l'opposition qui n'est pas de son parti. K. Kılıçdaroğlu est le principal perdant au sein de l'opposition par son manque de clairvoyance, mais il est perdant dans un camp renforcé par la séquence.

Le plus grand perdant est évidemment R. Erdoğan qui a marqué un terrible but contre son camp, enfermé dans des manœuvres qui ne font plus écho dans la société et dans le contexte d'une politique économique se traduisant par une inflation galopante et l'appauvrissement absolu de la population. Il multiplie les erreurs grossières. L'annulation du scrutin à la municipale d'Istanbul a été la précédente. Son seul atout réel reste, malgré tout, la capacité du « partenariat des 6 » à tomber à pieds joints dans certains de ses pièges.

Paradoxalement, ce procès artificiel n'est pas sans rappeler sa propre condamnation en 1998 pour avoir récité un poème, ce qui accrut son aura et favorisa l'arrivée au pouvoir de

l'AKP en 2002. Ainsi, R. Erdoğan cherche à jouer de la peur qu'une victoire de l'opposition signifierait une réduction des femmes portant le voile et le retour à une période où celles-ci ne pouvaient pas étudier dans les universités publiques ou accéder au Parlement. Manœuvre qui serait ridicule puisqu'aucun parti d'opposition ne défend cela et que le « partenariat des 6 » comprend des partis issus de l'Islam politique... Or le président du CHP, K. Kılıçdaroğlu, a voulu aller de lui-même sur ce terrain en proposant de mettre dans la loi la protection des droits des femmes portant le voile alors que l'économie s'effondre.

R. Erdoğan en a profité pour proposer que cela soit intégré dans la Constitution en y adjoignant un autre article de « protection de la famille », et en stipulant que le mariage doit être réservé à un homme et une femme. L'objectif est de faire adopter ce projet au Parlement (ce pourquoi il a besoin de l'assentiment des oppositions) pour une campagne référendaire parasite parallèle à la campagne électorale.

Alors que les arguments ne manquent pas au « partenariat des 6 » pour ne pas voter ce projet au Parlement, notamment du fait que ces partis (en particulier le CHP) ont leur propre projet de réforme constitutionnelle, et qu'une campagne référendaire est une manipulation évidente, il n'est pas exclu qu'ils donnent leur assentiment à cette manœuvre avec le fantasme de « l'électeur conservateur » à ne pas perdre... Alors que cet électeur est certainement plus préoccupé aujourd'hui par le prix des produits de première nécessité que son salaire ne lui permet plus d'acheter.

Ce dernier point illustre la pusillanimité d'une grande partie du « partenariat des 6 ». Leur perspective se limite au respect de l'État de droit, de la réduction de la corruption et d'une mise en œuvre « rationnelle » des principes économiques dominants... Cela ne constitue pas la base d'une politique anticapitaliste et l'existence d'une coalition distincte composée du HDP et d'organisations de gauche radicale est nécessaire, au moins pour l'élection parlementaire. Néanmoins, la perspective défendue par le « partenariat des 6 » est nécessaire pour élargir le champ d'action politique en Turquie.

Que le vainqueur d'Erdoğan issu du « partenariat des 6 » soit E. İmamoğlu, K. Kılıçdaroğlu ou encore Mansur Yavaş, le maire d'Ankara^[3], la fin des emprisonnements arbitraires, de la répression et de la couverture par l'État de bandes fascistes, amèneraient des changements qualitatifs à même d'améliorer les conditions de la lutte anticapitaliste.

*

Emre Öngün est docteur en science politique et militant à la France insoumise et à la Gauche écosocialiste. Il est également un [contributeur régulier](#) de la revue *Contretemps*.

Illustration : Ekrem İmamoğlu, 15 décembre 2022. Source : page facebook d'Ekrem İmamoğlu.

Notes

^[1] *Altılı Masa* signifie littéralement « Table des 6 », le terme n'étant pas très évocateur en français, j'ai choisi d'utiliser ce terme de « partenariat des 6 ». Le terme « coalition » ne convient pas puisqu'existe déjà la « Coalition de la Nation » *Millet İttifakı* qui est le cadre électoral dans lequel se trouvait le CHP, İyi, Saadet et le DP. *Altılı Masa* est donc une

^[2] Le maire d'Istanbul est élu au suffrage direct au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Pour cette raison, afin que l'AKP perde ce poste, le HDP et ses partenaires n'ont pas présenté de candidat concurrent à E. İmamoğlu soutenu par le CHP et İyi. En revanche, dans les arrondissements d'Istanbul, où sont élus les membres du Conseil municipal de la métropole le HDP a présenté des listes pour ne pas disparaître totalement lors de ce scrutin. L'élection étant serrée, cela a assuré l'AKP une majorité au Conseil.

^[3] Le maire d'Ankara était au MHP jusqu'en 2013, puis est passé au CHP.